



Affiché le

12 JAN. 2026

ARRETE MUNICIPAL n°02/2026

Arrêté prescrivant le numérotage des maisons sur la Commune de FROSSAY en 2025

Le Maire de la Commune de Frossay, (Loire-Atlantique),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2213-28,

VU l'article R.610-5 du Code Pénal qui prévoit que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1^{ère} classe,

Considérant que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que seul le Maire peut prescrire,

Considérant que dans les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune,

A R R E T E

Article 1 : Il est prescrit la numérotation suivante pour les parcelles :

AH 551 : 9 Ter Route de Nantes
AH 785 : Suppression du numéro 9 Bis
AH 858 : 1 Rue du Fief
AH 918 : 11 Bis Rue du Prieuré
AH 929 : 11 Rue du Fief
YR 106 : 29 Route de Bellevue
YR 310 : 4 Route de Fougerouge
ZM 6 : 2 Impasse de la Vallée

Article 2 : Le numérotage est exécuté par l'apposition, sur la façade de chaque maison ou mur de clôture, au-dessus de la porte principale ou à défaut immédiatement à gauche de celle-ci à deux mètres de la voie publique, d'une plaque en tôle vernissée, de 10 cm de haut sur 15 cm de large, chiffre arabe inscrit sur fond bleu.

Article 3 : En cas de changement de série du numérotage, les frais de renouvellement du numéro sont à la charge de la Commune.

Article 4 : Les frais d'entretien et de réfection du numérotage sont à la charge des propriétaires.

Article 5 : Les numéros doivent toujours rester facilement accessibles à la vue. Nul ne peut à quelque titre que ce soit, mettre obstacle à leur apposition, ni dégrader, recouvrir ou dissimuler tout ou partie de ceux apposés

Article 6 : Aucun numérotage n'est admis que celui prévu au présent règlement. Aucun changement ne peut être opéré que sur autorisation et sous le contrôle de l'autorité municipale.

Article 7 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois

Article 8 : Le présent arrêté sera adressé à la Gendarmerie, au SDIS, au SMUR/SAMU, à la DGFIP, à la DDTM, à l'INSEE, à la CAF, à la CCSE (SIG - REOM), à ORANGE, à ENEDIS, à GRDF, à VEOLIA et à LA POSTE.

Le 8 janvier 2026



Le Maire,

Sylvain SCHERER